

Table des matières

Préface	7
<i>Éric BALATE</i>	
Introduction aux réformes des institutions judiciaires : panorama d'un nouveau monde	9
<i>Frédéric GEORGES</i>	
Chapitre I. La réforme des arrondissements judiciaires et la mobilité des magistrats	11
Section 1. Aperçu général de la réforme	13
Section 2. Les juridictions	16
§1. Les justices de paix et les tribunaux de police	16
§2. Les tribunaux de première instance	18
§3. Les tribunaux du travail et de commerce	19
§4. Le tribunal d'arrondissement	20
Section 3. Le statut de la magistrature	21
§ 1. Mouvement dans l'ordre judiciaire : entrées et sorties de scène	21
§ 2. Spécialisation et mobilité accrues	23
A. Les nominations simultanées dans plusieurs tribunaux	24
B. Les délégations et désignations de juge et l'affectation des magistrats du ministère public	25
C. La réparation des affaires au sein d'une juridiction	27
D. Les garanties constitutionnelles sont-elles respectées?	28
Section 4. La répartition des causes au sein du ressort élargi	31
Section 5. Entrée en vigueur et dispositions transitoires	37
Chapitre II. Le tribunal de la famille et de la jeunesse	37
Section 1. Traits distinctifs de la réforme	38
Section 2. Les modifications à l'organisation judiciaire	41
§ 1. Le siège	41
A. Le tribunal de la famille et de la jeunesse	41
B. Les chambres de la famille et les chambres de la jeunesse de la cour d'appel	46
§ 2. Le ministère public	46

Chapitre III. La réforme de la discipline des magistrats et du personnel de l'ordre judiciaire	50
Section 1. Les juridictions disciplinaires	52
Section 2. Les autorités disciplinaires	55
La compétence des tribunaux à l'aune des réformes du paysage judiciaire	59
<i>Marc BAETENS-SPETSCHINSKY</i>	
Introduction	59
Chapitre I. Compétence des tribunaux et réforme des arrondissements judiciaires issue de la loi du 1er décembre 2013	61
Section 1. Compétence territoriale : élargissement d'échelle des ressorts des tribunaux	61
§ 1. Ressort des tribunaux : modification des limites territoriales des tribunaux	61
§ 2. Illustration : ressort des tribunaux hennuyers	62
Section 2. Répartition des affaires entre divisions d'un tribunal et régime des incidents	63
§ 1. Division(s) d'un tribunal (concept et <i>ratio legis</i>) et règlement de répartition des affaires entre divisions	63
§ 2. Règlement des incidents entre divisions	73
Section 3. Répartition des affaires entre chambres d'une même division d'un tribunal	77
§ 1. Règlement particulier du tribunal : instrument clé d'organisation interne du tribunal	77
§ 2. Faculté de dérogation au règlement particulier : le concept de « nécessités du service »	78
Section 4. Quelques aménagements spécifiques de certaines compétences territoriales et régime transitoire	79
§ 1. Quelques aménagements de certaines règles spécifiques de compétence territoriale	79
§ 2. Dispositions transitoires : affaires pendantes ou recours dans les affaires déjà jugées	80

Chapitre II. Compétence des tribunaux et création du tribunal de la famille et de la jeunesse issu de la loi du 30 juillet 2013	81
Section 1. Compétence en matière de contentieux familial au sens large	81
§ 1. Compétence d'attribution du tribunal de première instance et critères de répartition	81
§ 2. Compétence territoriale	88
§ 3. Règlement des incidents	91
Section 2. Transfert de certaines compétences au juge de paix	92
§ 1. Compétence générale : augmentation de la compétence <i>ratione summae</i>	92
§ 2. Compétences spéciales	93
Section 3. Connexité et litispendance	95
Conclusion	96
Les modifications procédurales induites par la création du tribunal de la famille et de la jeunesse	99
<i>Jérôme NICODÈME, avec la collaboration de Catherine DEGENEFTE</i>	
Introduction	99
Chapitre I. Contexte institutionnel	101
Section 1. Création du tribunal de la famille et de la jeunesse	101
Section 2. Focus sur les chambres de règlement à l'amiable	108
Chapitre II. Modifications procédurales	111
Section 1. Conciliation	112
Section 2. Introduction et traitement de la cause	116
§ 1. Considérations générales	116
§ 2. Spécificités en matière d'urgence	117
§ 3. Nouveautés en matière de divorce pour désunion irrémédiable	126
§ 4. Nouveautés affectant d'autres procédures particulières	127
Section 3. Dossier familial	128
§ 1. Enjeu et présentation	128
§ 2. Constitution	130
§ 3. Contenu et numéro	133

§ 4. Transfert	135
§ 5. Consultation	135
§ 6. Lien entre dossier familial et dossier protectionnel	136
Section 4. Comparution personnelle	136
§ 1. Principes	136
§ 2. Exceptions	138
§ 3. Sanctions	138
A. Défaut du demandeur	139
B. Défaut du défendeur	140
§ 4. Spécificités en matière de divorce	141
A. En matière de divorce pour désunion irrémédiable	141
B. En matière de divorce par consentement mutuel	142
Section 5. Médiation	148
Section 6. Mesures prises par le tribunal de la famille en cours de procédure	151
§ 1. Mesures d’instruction	151
A. Audition des mineurs	152
B. Mesures d’investigation	164
§ 2. Mesures provisoires	168
Section 7. Saisine permanente	173
§ 1. Présentation	173
§ 2. Les éléments nouveaux	176
§ 3. Abus de procédure	179
Section 8. Autorité de chose jugée et exécution des jugements	180
§ 1. Autorité de chose jugée	180
§ 2. Force exécutoire	183
A. Règles générales	183
B. En matière d’urgence	186
§ 3. Contestations relatives à l’exécution	187
Section 9. Autres règles de procédure (article 1253 ^{quater} du Code judiciaire)	189
Les lois redessinant le paysage judiciaire : droit transitoire	193
<i>Dominique MOUGENOT</i>	
Introduction	193
Chapitre I. Principes généraux	195
Chapitre II. Règles d’organisation judiciaire	196

Chapitre III. Règles de compétence	201
Section 1. Règle générale	201
Section 2. Exception : modification de compétences dues à la création d'une section distincte au sein d'un tribunal	202
Section 3. Jurisdiction compétente pour les recours – Droit commun	203
Section 4. Jurisdiction compétente pour les recours – Dispositions particulières des lois modifiant le paysage judiciaire	206
Chapitre IV. Règles de procédure	211
Section 1. Principe	211
Section 2. Cas particuliers	212
Section 3. Règles relatives aux voies de recours	213
Chapitre V. Récapitulatif pour les voies de recours	214
Section 1. Affaires familiales	214
Section 2. Affaire commerciale de moins de 1.860 EUR – Juge de paix compétent avant l'entrée en vigueur de la loi sur le juge naturel	215
Section 3. Affaire de plus de 1.860 EUR concernant une entreprise non commerçante (société civile, profession libérale...) – Tribunal de première instance compétent avant l'entrée en vigueur de la loi sur le juge naturel	216
Section 4. Affaire concernant un bail commercial – Les deux parties sont commerçantes – Tribunal de commerce compétent en degré d'appel avant l'entrée en vigueur de la loi sur le juge naturel	217
Annexes	219
1. Carte des nouveaux arrondissements judiciaires	221
2. Liste des Cours et Tribunaux	223